



# Pour une Gauche Alternative

## la feuille du Réseau Coopératif de Gauche Alternative

1er mai 2026 – N°17

*L'édito*

### **Un 1er mai chômé, payé et de lutte !**

**L**e premier mai, c'est la Journée internationale de lutte pour les droits des travailleur·ses. Il est placé historiquement sous le signe de l'antifascisme et de l'opposition à la guerre, ce qui rend notre mobilisation plus importante que jamais. Il puise son origine dans la revendication de la journée de 8 heures par les syndicats étatsuniens dès 1884. La grève générale du 1er mai 1886 a mobilisé des centaines de milliers d'ouvrier·ères avec, à Chicago, des affrontements meurtriers et une répression brutale du mouvement syndical. En 1889, l'Internationale Socialiste en fera une journée de mobilisation internationale pour la journée de travail de 8 heures.

Ces dernières semaines, les médias dominants se sont complaisamment fait le relais de l'offensive du patronat et de la droite visant à imposer des dérogations au principe du 1er mai chômé et payé. Le prétexte de permettre à quelques commerces comme les boulangeries et fleuristes d'ouvrir – alors que rien ne les empêche de le faire s'ils ne font pas travailler leurs salarié·es – n'est en fait qu'une nouvelle tentative de banaliser la déréglementation des rythmes de travail.

Ces mêmes médias ont fait valoir « qu'il y a des gens qui veulent travailler et qu'on ne peut quand même pas les en empêcher ». On sait ce que vaut ce « volontariat » en particulier dans les petites entreprises. Comment les salarié·es, souvent isolé·es, pourront

résister à la pression ? Et on sait que toute nouvelle dérégulation des temps de travail crée une brèche dans laquelle le patronat s'engouffre. Les autorisations d'ouverture le dimanche profitant principalement à la grande distribution et les dérives qui ont suivi en témoignent : en quoi ouvrir un magasin de bricolage le dimanche répond à un besoin essentiel ?

Signe de son extrême faiblesse, Lecornu a d'abord reculé face aux syndicats avant d'annoncer qu'il fermerait les yeux sur les ouvertures illégales. Cela donne une idée des coups violents que préparent les droites et le patronat contre le monde du travail.

Arracher du temps libre au capital est une revendication fondamentale du mouvement ouvrier. Alors que l'irruption de l'Intelligence Artificielle dans les entreprises risque de conduire à la suppression de millions d'emplois, la réduction du temps de travail sans perte de salaire ni dégradation des conditions de travail est un objectif majeur.

Empêcher l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite, imposer l'arrêt des guerres et un juste ordre mondial - à commencer par la liberté des peuples de déterminer leur propre avenir, de l'Ukraine à la Palestine - n'est pas moins urgent.

**Des raisons de plus pour nous mobiliser massivement ce 1er mai puis continuer la lutte !**

### **« Drôle de guerre » économique et vraie guerre sociale**

**E**n 1939 on appela « drôle de guerre » une période où la guerre était déclarée mais aucun combat n'avait lieu. Aujourd'hui nous connaissons une drôle de guerre à la crise : tout le monde reconnaît que Trump, sa politique douanière et sa guerre à l'Iran a des conséquences sur les économies européennes. Mais les gouvernements et l'UE restent sans réactions l'arme au pied. Macron temporise et semble même sous estimer la gravité de cette crise. Il ne se rend pas compte des mutations en cours du système capitaliste et ne change rien à sa politique : aucune mesure contre les suppressions d'emplois et les fermetures d'entreprises.

La confiance des ménages a connu une forte dégradation (INSEE). En avril elle a perdu 5 points à 84 (moyenne 1987-2025 :100), son plus bas niveau depuis mai 2023. Les ménages redoutent également une dégradation de leur niveau de vie et craignent plus l'évolution du chômage.

Ces inquiétudes doivent nous pousser à l'analyse du capitalisme d'aujourd'hui mais aussi définir des perspectives en termes de réponses immédiates et de projet de société. La crise actuelle sert de prétexte supplémentaire au renforcement de l'austérité. La chasse aux pauvres s'intensifie avec la loi Lutte contre les fraudes sociales et fiscales qui permet à France Travail de suspendre les allocations en cas d'« indices sérieux de manœuvres frauduleuses, de manquement délibéré à ses obligations ou de commission d'infractions ».

« Avec le décret Sanctions RSA et cette loi, si elle passe, une personne peut se retrouver avec zéro revenu par mois et même des dettes », constate le délégué national d'ATD Quart Monde. « Il est plus que temps de lutter contre les causes de la pauvreté plutôt que d'orchestrer une 'chasse aux pauvres' politique, technocratique et algorithmique », déclare le Collectif Changer de Cap (1).

Les vagues de licenciements, les fermetures de sites se multiplient. Comme l'ont fait les salarié·es de Duralex, de Bergère de France et d'autres, il faut obtenir par la lutte et au parlement le droit pour les salarié·es de reprendre leur entreprise sous forme coopérative.

Face à la précarisation croissante, le soutien et la popularisation de la plainte pour traite d'êtres humains contre Deliveroo et Uber portée par la Maison des livreurs à Bordeaux, la Maison des coursiers à Paris et les associations d'aide aux livreurs Amal et Ciel s'impose également.

Au-delà c'est tout un système de protection sociale solidaire qu'il faut reconstruire. Au modèle économique qui repose sur l'exploitation d'une main-d'œuvre très précaire, en grande partie immigrée, dans des conditions de travail indignes, pour des revenus de survie, il faut substituer une sécurisation de l'emploi et une qualité de travail.

(1) <https://blogs.mediapart.fr/collectif-changer-de-cap/blog/220426/lutte-contre-la-fraude-sociale-les-pauvres-c-est-tellement-pratique-1>

## Italie, Hongrie : la menace néo-fasciste n'est pas fatale

Deux évènements majeurs se sont produits récemment en Europe: l'échec retentissant les 22 et 23 mars du gouvernement Meloni à l'occasion du référendum en Italie, puis la défaite cinglante le 12 avril du numéro un hongrois Orban, allié en chef en Europe du trio Poutine-Trump-Nétanyahou.

**Pourquoi ces deux évènements ont-ils eu un tel écho international ?** Ils ont eu lieu à un moment de polarisation par l'agression israélo-états-unienne de l'Iran, dans un contexte global de multiplication des guerres, parfois génocidaires comme à Gaza, et de montée d'une menace néo-fasciste à l'échelle mondiale depuis la réélection de Trump en 2024.

Le résultat des élections hongroises confirme ce que disaient les sondages : chute libre des intentions de vote pour Orban, au bilan d'abord désastreux pour la population hongroise très appauvrie (politiques d'austérité et affaiblissement continu des services publics) et aussi corruption effrénée, mainmise sur les médias, attaques redoublées contre les minorités, les droits et les libertés et menaces contre l'Etat de droit.

Ainsi, le vote hongrois a été polarisé par le rejet d'Orban au profit d'un « vote utile » pour Tisza, parti de centre-droit, avec une gauche laminée. Au programme de ce parti, l'inflexion des options ultra-libérales d'Orban, le refus de la corruption et la défense d'un Etat de droit au fonctionnement comparable à celui des pays membres de l'UE. Ce vote est aussi, dans une moindre mesure certes, un vote anti-fasciste et hostile à l'alignement de la Hongrie sur les options internationales du trio Trump-Poutine-Netanyahou.

Son premier effet à l'échelle internationale est de rendre désormais possible l'aide de plusieurs dizaines de millions d'euros à l'Ukraine,

jusqu-là bloquée par le veto hongrois.

Quant à l'échec de Meloni au référendum constitutionnel italien, d'autant plus marqué qu'il concerne toutes les régions italiennes sauf les trois les plus au nord, et qu'il est basé sur une forte participation, il marque un coup d'arrêt à l'image fautive d'une acceptation par la population de la dérive continue et fascisante du gouvernement Meloni -dans lequel les néo-fascistes sont alliés à la droite-. Là encore, se combinent dans l'explication de cet échec le refus de la corruption et des liens mafieux au sein même du pouvoir, le rejet des politiques néo-libérales et surtout le rejet populaire de la volonté de soumettre la justice au pouvoir politique. Dans la campagne référendaire contre le projet proposé par les néo-fascistes et leurs alliés, à noter également une forte et prometteuse dimension citoyenne : mobilisation par le bas dans laquelle étaient impliquée une majorité d'hommes et de femmes sans appartenance politique.

Dans les deux cas hongrois comme italien, la dynamique néo-fasciste est enrayée, et s'est manifestée la volonté populaire de reprendre la main, de décider de son destin.

**La menace néo-fasciste n'est pas fatale, comme on l'avait vu en France avec le vote antifasciste du second tour du scrutin législatif de 2024.**

Dans les cas hongrois et italien, le néo-fascisme était arrivé au pouvoir. Une épreuve à éviter à tout prix. Mais quand une telle épreuve survient, pas de fatalité non plus, même s'il a fallu seize ans pour se débarrasser d'Orban et même si le gouvernement Meloni reste en place : l'inversion du rapport de forces reste possible, avec l'échec néo-fasciste en perspective.



### Les populations iraniennes face au conflit imposé par les puissances impérialistes, quelles réalités, quelles perspectives ?

**Rencontre en visioconférence du Réseau Coopératif de Gauche Alternative, vendredi 22 mai en soirée**

(<https://us02web.zoom.us/j/89849774947?pwd=pXaLnXwdLnJnbTGKtk8piOzwoBHec.1>)

avec :

**Bernard Hourcade**, Géographe, Directeur de Recherche émérite du CNRS, membre du CERMI Centre de Recherche sur le Monde Iranien

**Fariba Adelkhah**, Anthropologue, Directrice de recherche à l'Institut d'études politiques de Paris. Fariba fut arrêtée et emprisonnée en Iran entre 2019 et 2023.

Le grand soulèvement populaire iranien de 1978-79 marque une rupture fondamentale dans l'histoire de l'Iran contemporain. Mais la révolution iranienne est rapidement confisquée par les religieux qui imposent un véritable changement de société pour les populations et un tournant majeur sur le plan géopolitique.

Depuis l'agression américano-israélienne du 28 février 2026, l'Iran affiche une résistance militaire préparée de longue date et une répression généralisée contre ses opposants. Malgré une cohérence apparente, le régime cache de fortes dissensions. Le « Guide suprême » semble marginalisé et les remplacements aux postes de décision se succèdent au profit, semble-t-il, des « Gardiens de la Révolution », véritable garde prétorienne du régime.

**Que nous dit cette guerre d'agression impérialiste de la situation internationale et de la situation interne à l'Iran ?**

- ◆ Le régime iranien en sortira-t-il renforcé ?
- ◆ Le mouvement de contestation peut-il se régénérer dans une société iranienne dont on connaît la capacité de révolte et la motivation républicaine ?
- ◆ Le mouvement « Femme, Vie, Liberté » a connu une belle dynamique et une vraie force. Quelle est sa réalité politique aujourd'hui ?
- ◆ Quelles sont les conditions d'un changement pour les peuples d'Iran dans un pays aux multiples facettes ?

***pour nous contacter : [ensemblegauchealternative@proton.me](mailto:ensemblegauchealternative@proton.me)***